

## Les paysans travaillent pour du beurre

**Consommation.** Alors que beaucoup de productions agricoles ne sont pas rémunératrices, les consommateurs sont soumis à des hausses des prix incessantes. Entre les deux, la grande distribution en profite.



PHOTO ELEVAGES-ET-PAYSAGES.COM

Le prix de la viande bovine n'est pas suffisant pour couvrir les coûts de productions.

**D**es agriculteurs qui manifestent pour dénoncer le manque de rémunération de leur travail, l'image est devenue habituelle. Cet été, ce sont les producteurs de fruits et légumes qui ont posé devant les caméras, alors que la plupart de leurs productions étaient en crise.

La sécheresse printanière, l'été maussade et l'*Escherichia Coli* ne sauraient expliquer cette crise, dont le refrain est répété chaque année. La France ne produit pourtant que 60 % des fruits et légumes qu'elle consomme, notamment à cause de la disparition de nombreuses exploitations. Le marché pourrait donc être régulé en important uniquement les quantités dont on a besoin en France, au moment où certaines pro-

ductions manquent. Mais la grande distribution importe plus que nécessaire, à des prix très faibles. Même à l'intérieur de l'Union européenne, les distorsions de concurrence font lourdement sentir en défaveur des paysans français. Les Espagnols (qui connaissent également des difficultés) bénéficient notamment d'une main-d'œuvre moins chère et d'un soutien politique à l'export. Les Français sont contraints de s'aligner sur les prix espagnols, alors que leurs charges sont plus élevées. Résultat, le prix de vente est souvent plus faible que le coût de production. Entre 1992 et 2010, le résultat courant des exploitations d'arboriculture fruitière est passé de 26 400 euros à 18 600 euros.

### L'ÉLEVAGE BOVIN DANS LE MÊME PANIER

Production différente, problèmes similaires. Sur les trois derniers exercices connus, le revenu annuel moyen des producteurs de viande bovine, qui se dégrade depuis 2006, est de 12 000 euros par unité de travail agricole. Toujours endettés, ils sont victimes de la hausse du prix des aliments pour les animaux (certains ont plus que doublé en un an) et de l'énergie. Malgré les aides de la PAC, le prix de la viande n'est pas suffisant pour couvrir les coûts de productions. Selon la profession, il manquerait au moins 30 centimes par kilo de carcasse.

On peut imaginer que le consommateur soit prêt à payer quelques centimes

de plus pour une viande de qualité, produite en respectant des normes sociales et environnementales strictes. Il y a aussi une autre solution : rogner sur les marges des distributeurs. Selon un rapport du Sénat, le prix au kilo payé au producteur aurait augmenté de l'ordre de 15 % en 12 ans, contre une augmentation d'environ 30 % du prix au détail pour le consommateur sur la même période.

Viande porcine, volaille, œufs, lait... dans toutes les filières, et malgré des spécificités liées à chaque production, le constat est toujours le même : les agriculteurs sont les seuls à supporter les hausses des coûts de production. Mais à l'autre bout de la chaîne, le consommateur n'en pro-

### ILS ONT DIT

« Besoin d'indicateurs pertinents »

Luc Smessaert, membre du bureau de la FNSEA

« Nous voulons que cessent les ventes à perte. Il faut non seulement des prix qui compensent les coûts de production, mais cela ne suffit pas : il faut que le travail soit rémunéré. En fruits et légumes par exemple, la main-d'œuvre représente jusqu'à 50 % du coût de production. La proposition d'une conférence annuelle sur les prix recoupe en fait la fonction actuelle de l'Observatoire des coûts et des marges. Il est indispensable que le législateur dispose de tels outils pour réduire les marges des grandes surfaces et de l'industrie. Quant à encadrer les prix, c'est déjà ce qui se fait au sein des filières. Mais nous avons besoin de lisibilité, à moyen et long terme, pour pouvoir investir : il faut au moins des indicateurs pertinents et mis à jour régulièrement. »

« Un garde-fou »

Jean Mouzat, président du Modef

« Cette proposition rejoint la réflexion du Modef : pour qu'il y ait une agriculture, il faut qu'il y ait un consommateur satisfait. La proposition de conférences sur les prix correspond bien à ce qu'il faudrait mettre en place, mais ce sera difficile. Il faut que les gens, que tous ceux qui sont concernés, s'approprient une telle proposition. Nous avons besoin de consommateurs exigeants. Quant aux prix minimum, ils doivent prendre en compte non seulement le prix de revient de la production mais aussi la rémunération du travail. En tout cas ils sont indispensables si on veut maintenir un peu de vie sur les territoires, un tissu économique et culturel rural : ça passe par les paysans... qui sont une espèce en voie de disparition. Aujourd'hui, le moindre incident climatique, économique ou sanitaire fait chanceler tout le système : utiliser vraiment le coefficient multiplicateur établirait un garde-fou dans les situations de crise. » ■

Propos recueillis par Olivier Chartrain

fit pas, puisque les prix de vente augmentent sans cesse. Entre les deux, certains s'enrichissent. Les industriels et les transformateurs ont certainement leur part de responsabilité, mais ils sont soumis eux aussi aux diktats des véritables gagnants de l'affaire : les distributeurs. Alors que tout le monde s'accorde sur le constat, rien n'est fait pour les contraindre à diviser équitablement le gâteau. Le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire multiplie les mises en garde (non suivies d'effets) contre la grande distribution. Le groupe Auchan a été condamné début septembre à une amende d'un million d'euros pour des clauses abusives dans des contrats avec ses fournisseurs, suite à une plainte

déposée par Hervé Novelli, secrétaire d'État au commerce.

Toutes ces gesticulations n'auraient pas été nécessaires si, en mars 2008, la loi de modernisation de l'économie (LME, surnommée « Loi Michel-Edouard » car largement inspirée par le patron du groupe Leclerc) n'avait pas été votée. Sous prétexte de faire baisser les prix en augmentant la concurrence et en autorisant la libre négociation entre distributeurs et industriels, elle a donné les pleins pouvoirs aux grandes surfaces. Mais une loi, ça se change. En adoptant la proposition de loi d'André Chassaigne, les parlementaires auront l'occasion de le faire. ■

Yannick Curt

# En Inde, le suicide des paysans continue

**Reportage.** Le monde rural, qui représente plus de 70 % de la population indienne, est gagné par le suicide. Victimes de la sécheresse et de récoltes insuffisantes, ruinés par des prêts qu'ils ne peuvent rembourser, dupés par Monsanto, 17 368 paysans se sont donné la mort en 2010.



PHOTO DR

La plupart des paysans indiens sont lourdement endettés.

Il s'appelait Khandale et avait 25 ans. Il vivait à Dahegaon dans l'Etat du Maharashtra, un petit village à 30 kilomètres de Bombay – le « New York » de l'Inde. Son frère, Pramod, l'a retrouvé mort, pendu à un arbre. « La dernière fois qu'on l'a vu, on pensait qu'il allait au village voisin. Il avait le projet de planter du coton, d'acheter une bicyclette et même de trouver une femme ! Jamais on n'aurait pensé qu'il allait se suicider. » Mais ce que la famille ignorait, c'est que Khandale était surendetté depuis trois ans et vivait à crédit. « Quand sa mort a

été annoncée, nous avons eu la visite de l'homme à qui mon frère avait emprunté de l'argent. Jamais il ne nous en avait parlé et il devait plus de 50 000 roupies ». L'équivalent de 1 000 euros et de trois années de revenus.

Des cas comme celui de Khandale, il y en a eu 216 000 en 13 ans. Aujourd'hui, un suicide a lieu toutes les 20 minutes, majoritairement des hommes dont un tiers a moins de 30 ans. Les Etats centraux et secs du Karnataka, de l'Andhra Pradesh, du Maharashtra et du Madhya Pradesh, là où beaucoup ont cru au miracle du

coton génétiquement modifié de Monsanto, sont les plus touchés.

## DES TAUX D'INTÉRÊT À 60 % PAR MOIS

La majorité des suicides s'explique par des prêts que les paysans souscrivent auprès de personnes privées, et qu'ils ne peuvent pas rembourser, les taux d'intérêt pouvant aller de 36 à 60 % par mois. Les paysans riches ne voient souvent que 20 % de leurs besoins en crédit couverts par les sources institutionnelles, et « les plus pauvres n'ont pas accès aux prêts à faible taux d'intérêt qui ont

pourtant été prévus pour eux », ajoute Raghavulu, le secrétaire de la branche locale du Parti communiste indien marxiste (PCIM). « Souvent, ces prêteurs vendent aussi les pesticides et les engrais pour mieux garder la mainmise sur les paysans ». Dans les faubourgs de Hyderabad, capitale de l'Andhra Pradesh, se trouve un marché réservé aux producteurs. « Ici, on vend directement au client sans passer par des intermédiaires et nos bénéfices nets sont trois fois plus élevés » lance Firoze, qui est venue vendre ses tomates et ses haricots verts.

## LE DÉSASTRE MONSANTO

Le 17 avril 2009, 1 500 fermiers se suicidaient collectivement. Principal coupable, l'endettement, lié à l'achat de semences OGM miraculeuses... qui se sont révélées catastrophiques. Les plants de coton Bt ont été infestés par le ver vorace de la capsule. Les semenciers avaient oublié de préciser que les plants n'étaient pas résistants aux maladies locales et nécessitaient quand même l'usage de pesticides. Ils avaient aussi omis d'indiquer que les variétés en question buvaient deux fois plus d'eau et dégradaient les sols à grande vitesse. Du coup, les sécheresses ont été amplifiées et les rendements réduits à peau de chagrin. Les paysans se sont retrouvés paralysés par leurs dettes et sans un sou pour acheter les semences de l'année suivante. « Certains des fermiers qui se sont suicidés avaient réalisé jusqu'à cinquante pulvérisations d'herbicide et de pesticide sur leurs champs de coton, mais cela n'a pas empêché leur récolte de déperir », affirme le professeur Nanjundaswamy, fondateur du Mouvement pour la défense des fermiers du Karnataka (Karnataka Rajya Ryota Sangha - KRRS). ■

Lorsqu'on lui demande si elle a dû faire un prêt pour subvenir à ses besoins, elle tourne d'abord la tête et fait mine de ne pas avoir entendu. Puis avoue qu'elle doit 30 000 roupies depuis six ans à un particulier qui la laisse tranquille, car tous les mois, elle et son mari arrivent à payer les intérêts.

Les prêts octroyés par le gouvernement ne sont qu'à 9 % d'intérêt maximum, mais seul un paysan sur dix y accède. Pourtant, depuis que Manmohann Singh est Premier ministre, la situation dans l'Andhra Pradesh s'est améliorée et le nombre de suicides a fortement diminué, admet Raghavulu : « Le gouvernement a mis deux fois plus d'argent à la disposition des paysans. Pour chacun, la somme annuelle disponible est calculée en fonction de la surface, du type de production et de son rendement. Les paysans possèdent une carte de crédit qui leur permet de retirer de l'argent quand ils en ont besoin ». Mais, comme le souligne un journaliste local, Vinod Kumar : « Les paysans sont si peu informés que très peu y accèdent. Ils ne savent même pas ce qu'est une carte de crédit ! » Dans le même temps, le gouvernement du Premier minist-

re, depuis son accession au pouvoir en 2004, n'a jamais consacré plus de 2 % de son budget à l'agriculture, source de 22 % d'un PIB de 800 milliards de dollars.

## DES MESURES ATTENDUES

Le gouvernement a promis des compensations aux familles des victimes : jusqu'à 2 000 euros pour le remboursement des dettes et 1 000 euros d'aide à la subsistance. Des paysans, rassemblés en petit comité dans le village de Dahegaon, attendent du gouvernement qu'il « soutienne les familles concernées et qu'il prenne des mesures pour empêcher les suicides ». La famille de Khandale, qui aurait pu obtenir une compensation, n'a rien eu. Selon Vinod Kumar, « les paysans ne distinguent pas les dépenses pour l'agriculture des autres dépenses, et aucun ne peut fournir la preuve que l'argent a servi à financer leur activité ». C'est ce qui s'est passé pour Khandale : « Il n'y avait aucune trace du prêt que mon frère avait fait, alors pour le gouvernement, il n'y avait pas la preuve que mon frère s'était surendetté pour son métier », témoigne Pramod. ■

Pauline Garaude